

## **La communication des savoirs relatifs au VIH/sida en milieu multilingue africain- Argumentaire linguistique**

Thomas Bearth, Université de Zurich

Le fait que la participation locale puisse être conçue sans la langue locale, comme c'est le cas sur le continent africain à une échelle sans équivalent dans le monde, constitue une anomalie qui, si elle a fait couler beaucoup d'encre (par ex. Wolff 2006), n'a jamais été abordée à fond pour un domaine concret en dehors de celui de l'éducation. Dans le domaine médical par exemple, on constate l'absence des langues de souche africaine des grandes banques de données d'information médicale. Ce constat surprenant vaut même pour le swahili, langue officielle de l'Union Africaine, véhiculaire d'une centaine de millions de personnes et langue officielle de l'Union Africaine, alors même que de vastes banques de données sont à la portée des spécialistes mais aussi du grand public dans des langues bien plus petites par leur nombre ou comparables, ainsi l'ICD (International Classification of Diseases), disponible en islandais, langue parlée par 320'000 personnes, et dans des langues majeures de l'Inde.

La prise en compte des langues locales s'impose à tout agenda intéressé par une communication inclusive tel que le constitue, par son ubiquité et ses ramifications socio-économiques, la catastrophe sanitaire que représente le VIH/sida. La mise à l'écart des premières (et parfois des seules) langues parlées par les populations les plus concernées peut-elle encore se justifier à l'heure de la conquête du rétoromanche (Suisse) et du songhay (Mali-Niger) par les géants de l'informatique ? S'il s'avère que l'ambition de construire une société des savoirs sans frontières ne peut se réaliser sans le développement parallèle des langues dans le respect de leur diversité, incontournable selon les ingénieurs et les informaticiens spécialistes de la question (DWF 2009 ; ITU 2009), que valent encore des arguments tels que le coût occasionné par la fragmentation linguistique de l'Afrique, ou l'inadaptation alléguée de ses langues aux besoins d'expression du monde moderne ?

La notion du *syndrome de changement global* (WBUG 2001 ; NCCR 2000-2004) marque, avec celle des *durabilités* (UN 1987), une des grandes avancées de la pensée scientifique transdisciplinaire. Cette même notion nous offre, au travers de l'atelier, un cadre de réflexion approprié pour poser la question des langues et de leur rôle dans la communication sur la santé – l'être humain envisagé dans ses dimensions physio-psychiques et sous les différents aspects d'interdépendance de celles-ci avec son environnement social, naturel et technologique. Des regards croisés, au gré de nos disciplines et de nos expériences, portés sur les situations multilingues et leur incidence sur ce volet de la communication diagnostique et thérapeutique. Une réflexion sans dogmatisme s'inspirant du réalisme que suggère le concept de l'atténuation associé à celui de syndrome. À l'ère de la mobilité, des migrations et des exodes ruraux, ce type de situations est devenu la norme plutôt que l'exception, norme nullement limitée à l'Afrique. Complexité linguistique à plusieurs niveaux (deux ou parfois trois puzzles superposés) : aux multilinguismes africains millénaires se superpose le multilinguisme plus récent issu du double héritage linguistique, africain et européen. Aussi irréversible que l'histoire dont il est issu, le biais indéradicable en faveur de ce dernier n'exclut nullement, mais au contraire réclame des stratégies de mitigation pour atténuer le syndrome d'exclusion linguistique des populations souvent majoritaires qui en sont les laissés-pour-compte, et pour déjouer les effets néfastes dus à leur cloisonnement dans un statut permanent de handicapés de la parole. Mitigation ou mieux, inversion d'une dépendance communicationnelle maintenue au travers des bouleversements sociaux, économiques et politiques, facette souvent méconnue de la pauvreté dont elle est à la fois cause et conséquence (Bamgbose 2000, Bearth 2008).

Favorisé notamment par la Déclaration de Harare (1997) et inscrit de façon permanente au programme de l'UA au travers de l'Académie Africaine des Langues (ACALAN, [www.acalan.org](http://www.acalan.org)), le changement de paradigme en cours vers une prise en compte de la diversité des langues comme ressource et non plus comme entrave au développement s'accompagne logiquement de la remise sur l'agenda du rôle

qui revient à ces langues dans les grands chantiers qui se construisent et se déconstruisent autour des majorités et minorités démographiques qui les parlent et qui pensent, rêvent, chantent, comptent, négocient en elles. Chantiers parmi lesquels la promotion de la santé et, plus particulièrement la lutte contre le sida sont prioritaires. En ce sens le défi posé par la sensibilisation et les traitements de la pandémie, par son urgence incontestée, par son caractère ubiquitaire et par la nature des résistances qu'il suscite, présente un terrain de choix pour confronter, aux besoins réels d'un domaine bien circonscrit, les thèses de Harare (1997), déclinées en hypothèses spécifiques dans le projet LAGSUS (2009) concernant les langues africaines et le développement.

La question étant ainsi cernée dans ses grandes lignes, ma contribution ne vise pas à chercher à imposer ma réponse de linguiste, mais plutôt à dégager des pistes d'une réflexion en commun, susceptibles de converger vers des hypothèses qui, consensuelles ou non, se prêtent à être évaluées à l'aune de la richesse des expériences à notre portée grâce à l'atelier, à être ensuite testées dans la pratique et, éventuellement, traduites dans le vécu de ceux qui, à la charnière des deux syndromes, subissent réellement ou potentiellement une double exclusion: celle d'une part due à la langue qu'ils parlent ou ne parlent pas, qui fait d'eux des interdits de la parole même dans les affaires qui les concernent directement et personnellement, et celle d'autre part qui est due à la vulnérabilité par le stigmate social de la maladie. Quel est donc le lien entre le syndrome de l'exclusion linguistique au sein d'une société ambiante socialement marquée par l'inégalité des langues, et celle subie sur fond d'un diagnostic du sida au sein d'une société qui parle généralement la même langue que le ou la concerné(e)? Une des pistes à poursuivre serait celle de synergies possibles entre la reconnaissance d'un mal que certains diront culturel et qui peine à se nommer et le mal apparemment bien plus réel d'une maladie dont le diagnostic ne fait guère de doute (Mutembei 2009).

Afin d'explorer valablement des hypothèses du type de celle qui vient d'être évoquée et d'autres qui surgiront au fil des travaux, cette réflexion doit pouvoir s'assurer d'être en possession des *outils* dont elle aura besoin pour être menée dans des conditions qui permettront, en dépassant les cloisonnements disciplinaires, d'en vérifier la cohésion et la substance d'une part et la valeur empirique de l'autre :

- un *modèle non linéaire de la communication humaine* (Meunier 1994), susceptible de nommer les étapes d'un processus bien plus complexe que ne le laissent entendre les métaphores s'inspirant du modèle du transcodage tels que « transmission, flux d'information, influence », et de mettre en relation la pluralité de codes linguistiques avec leur arrière-plan social, situationnel et culturel qui joue sur les divergences d'interprétation, modèle qui mettra nécessairement l'accent sur les compétences métalinguistiques (médiation des sens, interprétariat) sans ignorer les limites inhérentes à ces dernières (cf. Bearth, présentation ppt);
- une *heuristique interactive de la compréhension*. Que veut dire « comprendre », « savoir » ? (UNAIDS 2009). Comment savoir ce que la communauté-cible sait et ne sait pas? Contre-savoirs à déconstruire? Quels processus d'analyse et de recomposition doivent être pris en compte à l'interface de deux langues pour assurer au message sa transmission optimale ? En Afrique, la dimension sociale de la compréhension est capitale : la chaîne de production des savoirs et, à plus forte raison, l'adhésion pratique à ces savoirs présupposent que l'acte de compréhension soit constitué en acte communautaire intégrant l'épistémologie locale – ce qui peut expliquer, en partie du moins, l'écart apparent entre les savoirs et les comportements.
- Pour accéder aux pratiques de la communication, on partira de la distinction, par rapport au concept multilingue, entre un niveau 'macro' et un niveau 'micro'. Ce n'est que ce dernier, et non le premier (n'en déplaise au discours sociolinguistique qui s'y affaire durant tout le demi-siècle qui nous sépare des indépendances) qui offre, au travers des options de *réglage de l'alternance des langues* en situation de sensibilisation et ailleurs, un terrain d'intervention au rendement largement supérieur comparé au coût modeste qu'il engage en personnel et en moyens financiers: réorganisation du champ communicationnel et réaménagement de la répartition des compétences, assouplissement de l'effet paralysant des fixations des rôles communicationnels inscrits dans les procédés considérés comme l'apanage sacro-saint du

développement y compris celui qui se veut participatoire (Baya 2008, Bearth & Baya 2010). Rompant ainsi le cercle vicieux de la dynamique dévalorisante et d'exclusion dont ces procédés sont implicitement les vecteurs, *les langues sont valorisées comme instruments non plus uniquement de reproduction, mais de co-production de savoirs*, et par rapport à ces derniers, comme *garantes de leur durabilité tant recherchée*.

La réhabilitation des langues africaines dans leur rôle d'outils de négociation à envergure thématique ouverte est invariablement perçue par les locutrices et locuteurs comme une sorte de déstigmatisation sociale, de « empowerment » collectif. Ensemble avec la notion de la *dépendance communicationnelle*, dont elle représente le pôle opposé, la *durabilité communicationnelle* (Bearth 2000) ouvre un axe d'analyse qui s'ajouterait comme quatrième feuille au trèfle des durabilités (Bearth sous presse). Sans toutefois se limiter aux seules langues africaines : le déblocage du pouvoir énonciatif des ressources linguistiques contribue à valoriser à terme l'ensemble de ces dernières quel que soit leur nom et leur statut. En récupérant, à contrecourant des politiques et pratiques dominantes en la matière, une égalité réelle des droits à la parole, on passe ainsi, en termes d'économie de l'information (Stiglitz 2001), d'un état de perte permanente dû aux circuits non fermés ou trop fermés de part et d'autre de la brisure, à un état de gagnant-gagnant. À cette condition près, le fléau que constitue le sida cessera d'être l'impasse absolue vers laquelle il semble conduire inexorablement l'individu tout comme la société. Il assumera, comme par hasard, le rôle catalyseur d'un facteur de guérison d'un mal tout autre, mais – envisagé dans une perspective holistique de la santé – nullement négligeable.

#### Références

- ACALAN (African Academy of Languages), n.d. <[www.acalan.org](http://www.acalan.org)>
- Bamgbose, Ayo, 2000. Language and Exclusion. The Consequences of Language Policies in Africa. Munster: Lit.
- Baya, Joseph, 2008. La communication en temps de crise dans un projet de gestion de ressources naturelles. In : Tourneux Henry (dir.), Langues, cultures et développement, Paris, Karthala. 153-169.
- Bearth, Thomas, 2000. La bouche qui mange est aussi celle qui parle - aspects linguistiques et sociolinguistiques de la problématique nutritive. In: N. Stäuble Tercier et B. Sottas (éds.), La sécurité alimentaire en questions. Dilemmes, constats et controverses. Paris: Karthala. 81-93.
- 2008. Language as a key to understanding development from a local perspective. A case study from Ivory Coast. In: H. Tourneux (dir.), Langues, cultures et développement. Paris: Karthala. 35-116.
  - (sous presse), Orality, literacy and digital competence – a package deal for demarginalizing remote African end users. In: Zima, Petr & Radovan Sibrť and Vladimír Tax (eds.), Oracy and Literacy. Their Autonomy and Complementation in Language Communication (= LINCOS Studies in Communication vol. 7), 178-208.
- Bearth, Thomas & Joseph Baya, 2010. Guerre civile et résilience écologique: le cas du Parc National du Mont Sangbé à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Cahiers d'études et de recherches francophones / Cahiers Agricultures vol. 19/3, 220-226. DOI :10.1684/agr.2010.0400.
- DWF (= Digital World Forum), 2008. Closing event. Background/One-page summaries. <[www.digitalworldforum.eu/events/68-dwf-closing-event-30-sept-2009.html](http://www.digitalworldforum.eu/events/68-dwf-closing-event-30-sept-2009.html)>
- Harare 1997. Declaration of the Intergovernmental Conference of Ministers on Language Policies in Africa, in cooperation with UNESCO/OAU/ACCT, Harare 1997.
- NCCR North-South, 2000-2004b. <<http://www.nccr-north-south.unibe.ch/topicliste.asp>>
- ITU (= International Telecommunication Union), 2009. Measuring the Information Society, The ICT Development Index 2009. Geneva: ITU.
- LAGSUS 2009 <[www.lagsus.de](http://www.lagsus.de)>. (LAGSUS = Language, Gender, and Sustainability, projet de recherche financé par la Fondation Volkswagen 2003-2007).
- Meunier, Jean-Pierre, 1994. Deux modèles de la communication des savoirs. Groupe de Recherche en Médiation des Savoirs <<http://www.uclouvain.be/grems>>
- Mutembei, Aldin K., 2009. Ukimwi katika Fasihi ya Kiswahili, 1982-2006. (= AIDS in Swahili Literature.) Dar es Salaam: TATAKI.
- Stiglitz, Joseph E., 2001. Information and the Change in the Paradigm in Economics. American Economist Review 92 (3), 460-501.]

- UN General Assembly, 1987. Resolution 42/187 of 11 December 1987 on the WCED report “Our common future” <<http://www.un.org/documents/ga/res/42/ares42-187.htm>>
- UNAIDS 2009. AIDS epidemic update 2009. UNAIDS/WHO.  
<[http://data.unaids.org/pub/Report/2009/JC1700\\_Epi\\_Update\\_2009\\_en.pdf](http://data.unaids.org/pub/Report/2009/JC1700_Epi_Update_2009_en.pdf)>
- WBGU (= Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung) 2001. Globale Umweltveränderungen. Berlin : WBGU, 28p. <<http://www.wbgu.de>> [consulted July 2010]
- Wolff, H. Ekkehard, 2006. The Language Factor in Discourse on Development and Education in Africa. In: Kembo-Sure, Sera Mwangi & Nathan O. Ogechi (2006). Language Planning for Development in Africa.. Nairobi: Moi University Press. 1-22.